



SciencesPo.

CERI
CNRS



SciencesPo.

CEE

Compte-rendu de la sixième séance du séminaire CEE-CERI

Les sciences sociales en question :
controverses épistémologiques et méthodologiques

THE USE AND ABUSE OF SURVEYS ON AFRICA

Nic Cheeseman

(Jesus College, Oxford University)

15 mars 2012

Florence Faucher (Sciences Po, CEE) introduit la sixième séance du séminaire, qui a pour invité Nic Cheeseman, chercheur au Jesus College de l'université d'Oxford. Ses recherches dans une perspective de politique comparée portent sur l'Afrique subsaharienne et les processus de démocratisation. Il est spécialiste de l'impact des sondages dans les nouvelles démocraties d'Afrique. A la suite de la présentation de Cheeseman portant sur les avantages et les limites de l'Afrobaromètre (Baromètre africain de la gouvernance, de la démocratie, des réformes économiques), Scott Straus, professeur de science politique et de relations internationales à l'université du Wisconsin-Madison, et Nonna Mayer, directrice de recherche à Sciences Po (CEE-CNRS), ont ouvert la discussion.

NIC CHEESEMAN

Nic Cheeseman propose de répondre à trois questions : (1) Qu'est-ce que l'Afrobaromètre ? (2) Comment est-il utilisé ? (3) Quelles sont les principales faiblesses de ces enquêtes et des données produites ?

Définition de l'Afrobaromètre

Cheeseman rappelle que l'Afrobaromètre est la première enquête systématique et comparative portant sur les attitudes sociales et politiques en Afrique. Elle a été lancée en 1999 dans douze pays, puis, son champ s'est progressivement élargi à seize pays (2002-2004), dix-huit (2005-2006) et enfin vingt (2008-2009). La cinquième vague (2011-2012) devrait permettre de dépasser ce chiffre. L'échantillon regroupe la plupart des démocraties africaines, des plus anciennes aux plus récentes. Toutefois, il ne s'agit pas d'un échantillon strictement représentatif de toute l'Afrique puisque les Etats gouvernés par un régime autoritaire ou pris dans un conflit n'y figurent pas.

Dans chaque pays étudié, le nombre de personnes interrogées est compris entre 1 200 et 3 600. La diversité ethnique et sociale est prise en compte autant que faire se peut, la traduction des questions d'une langue et d'un dialecte à un autre étant une des difficultés rencontrée par l'équipe de recherche. Les données sont disponibles sur Internet, à l'adresse suivante : www.afrobarometer.org et accessibles en français sur le lien : <http://www.jdsurvey.net/afro/afrobarometer.jsp>

Le questionnaire, qui compte une soixantaine de questions, comprend quatre thématiques : (1) les opinions sur la participation, le vote, l'action politique en démocratie; l'opinion sur les élites et l'action du gouvernement, les priorités politiques, la corruption, les droits et les devoirs civiques ; (2) les opinions socio-économiques sur l'emploi, la pauvreté, la santé, le VIH, les conditions de vie des femmes, les services publics, les valeurs ; (3) les connaissances sur les élus, la démocratie, la vie politique, le vote et les pratiques associées aux médias ; (4) les données sociodémographiques : l'âge, le sexe, l'appartenance ethnique et sociale et le lieu d'habitation.

Utilisations de l'Afrobaromètre

Les Afrobaromètres permettent d'interroger le lien entre comportement électoral et variable ethnique. Cheeseman rappelle les travaux de Norris et Mattes sur les partis politiques au pouvoir et les recherches qu'il a conduites avec Ford, montrant la multiethnicité des partis politiques de gouvernement qui prennent part à des coalitions. Sur la saillance des identités

ethniques, il cite Eifert, Miguel et Posner et Lebas sur le Kenya. Concernant la prise en compte des variables générationnelle et religieuse, il mentionne respectivement Resnick et Caasale pour la première, McCauley et Gyimah-Boadi pour la seconde.

Cheeseman insiste sur l'importance d'obtenir des données individuelles pour éviter les pièges de l'inférence écologique (*ecological fallacy*), citant l'exemple de la victoire de l'opposant Michael Sata à l'élection présidentielle en Zambie (2011). Il insiste sur la difficulté à tester la dimension « populiste » du vote qui ne doit pas être confondue avec sa dimension ethnique. On ne peut se contenter, pour l'analyse, des résultats des élections qui peuvent être truquées. Et en tout état de cause, les données agrégées ne renseignent ni sur le profil des abstentionnistes ni sur les raisons des choix individuels en faveur de tel ou tel candidat, ce que les sondages en revanche peuvent faire. Ainsi les Afrobaromètres permettent de repérer les comportements populistes parmi les électeurs, d'identifier par exemple les soutiens à Sata et d'en proposer des explications.

Faiblesses de l'Afrobaromètre

Echantillon

Pour Cheeseman, la réussite d'une enquête comme l'Afrobaromètre dépend fortement de la définition et de la qualité de l'échantillon. Les données démographiques (recensement) sont peu fiables et les entretiens en milieu rural sont coûteux. Le processus d'échantillonnage comporte quatre étapes : choisir de manière aléatoire (1) des unités primaires ; (2) un point d'entrée ; (3) des ménages ; et (4) des individus au sein des ménages. Malgré toutes les précautions, Cheeseman montre, en s'appuyant sur l'étude conduite au Nigeria, que des problèmes subsistent : même avec un échantillon soigneusement défini, il peut y avoir des problèmes au stade de la réalisation du terrain de l'enquête, notamment des refus de répondre de la part des très pauvres, des femmes au chômage, etc., ce qui exclut une partie de la population du champ de l'enquête.

Interrogations sur l'honnêteté des réponses et le niveau de connaissance des répondants

Dans des régimes autoritaires, les personnes interrogées répondent-elles honnêtement aux questions de l'enquêteur ? La question doit être posée même si l'on constate que l'opposition sort toujours victorieuse des enquêtes menées au Nigeria et au Zimbabwe. Autre problème : le faible taux d'alphabétisation des personnes interrogées. Néanmoins, les Africains affichent un niveau de connaissance en matière de politique (*politics*) particulièrement élevé.

Stretching conceptuel

Les enquêtes doivent être traduites en plusieurs langues et dialectes. D'où plusieurs questions : une catégorie comme la jeunesse recouvre-t-elle la même chose dans toutes les cultures ? La démocratie a-t-elle le même sens dans chaque langue ? Comment devons-nous comprendre ce que les interviewés disent quand ils se déclarent satisfaits de la démocratie ? Cette opinion (*Satisfaction With Democracy*, SWD) peut être étudiée à l'aide de trois indicateurs : (1) « soutien aux acteurs politiques » ; (2) « soutien aux processus institutionnels » ; (3) « bonheur », par lequel les personnes interrogées évaluent la démocratie de manière subjective et non plus seulement procédurale. Ces trois indicateurs seront synthétisés dans un indicateur unique qui représente la satisfaction globale des personnes interrogées à l'égard de la démocratie.

En conclusion,

- Les enquêtes n'ont pas besoin d'être effectuées à l'échelle nationale et sont de plus en plus faciles à réaliser par des jeunes chercheurs (doctorant(e)s) ;
- Le contexte africain présente effectivement des difficultés spécifiques en matière de réalisation de sondages ;
- Une plus grande attention portée à la manière de construire l'échantillon, à l'honnêteté des réponses et au niveau de connaissances des personnes interrogées est nécessaire ;
- Une réflexion plus poussée est également nécessaire sur les théories explicatives souvent élaborées en Occident et sur leur applicabilité au contexte africain (les dangers du *stretching* conceptuel).

Il paraît difficilement envisageable aujourd'hui d'étudier la politique africaine – comme les processus de démocratisation – sans s'intéresser à l'opinion des Africains.

SCOTT STRAUS

Scott Straus (Université du Wisconsin-Madison) souligne le processus de normalisation des études africaines, désormais analysées « comme les autres ». Il dit son intérêt pour les recherches qualitatives, en particulier pour les approches composites (*mixed methods*), leur complémentarité et leur cumulativité. Puis, il fait trois remarques sur la présentation de Cheeseman.

Tout d'abord, les données recueillies sont particulièrement utiles tant pour les chercheurs que pour les décideurs politiques et les citoyens. Toutefois, un effort doit être fait pour expliciter les questionnements. Par ailleurs, Straus pense que la « triangulation » méthodologique ou confrontation systématique de données issues de techniques de recherche différentes (quantitative et qualitative notamment) est utile. Il souligne ensuite que

si ce type de recherches se justifie, il n'en demeure pas moins très onéreux et qu'il est nécessaire de prendre des précautions avec l'interprétation des résultats.

NONNA MAYER

Nonna Mayer (Sciences Po, CEE-CNRS) affirme l'intérêt qu'il y a à « regarder sous le capot » de la démocratie en Afrique, par l'intermédiaire des enquêtes d'opinion. Toutefois, elle fait quelques remarques. Elle interroge la pertinence de la notion d'« opinion publique », fortement critiquée par le sociologue français Pierre Bourdieu (*L'opinion publique n'existe pas*). Mayer demande des précisions sur le lien entre démocratie et enquête d'opinion : que veut dire « mon » opinion en Afrique ? Peut-on donner une opinion « personnelle », « individuelle » légitime, par exemple si on est jeune ou si on est une femme, dans toutes les sociétés africaines ? Dans les régimes autoritaires ou semi-autoritaires, dans quelle mesure les personnes interrogées sont-elles libres de s'exprimer ? Enfin, Mayer demande davantage d'informations sur les enquêteurs (sexe, âge, ethnie), pour mettre en lumière un éventuel effet de l'enquêteur sur les réponses (*interviewer's effect*).

La discussion s'est poursuivie avec la salle autour de l'accès à des données macrosociologiques, des défis lancés au(x) savoir(s) en sciences sociales par le traitement des données quantitatives, du type de corrélation qui existe entre les personnes interrogées et le soutien au populisme (quelles sont les caractéristiques des interviewés les plus « ouverts » au populisme ?), de la nature des liens avec le secteur privé (entreprises comme source de financements), de l'élargissement de l'Afrobaromètre à d'autres pays du continent, y compris francophones.